

ÉDITO

Frictions américano-saoudiennes

Par **Bertrand BESANCENOT**



Bertrand BESANCENOT est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

L'alliance stratégique entre les Etats-Unis et le royaume d'Arabie Saoudite date — on le sait — du « pacte de Quincy », accord conclu en 1945 entre le président Roosevelt et le roi Ibn Saoud, selon lequel l'Amérique garantit la sécurité du royaume en échange d'un engagement de ce dernier à lui assurer un approvisionnement pétrolier dans de bonnes conditions.

Ce partenariat privilégié de plus de huit décennies a certes connu des hauts — la guerre d'Afghanistan la présidence Trump — et des bas — la crise pétrolière de 1973, le 11 septembre 2001 — mais a développé des intérêts communs importants sur les plans politique, sécuritaire, économique et culturel (formation des élites aux Etats-Unis, modèle américain etc...).

Aujourd'hui, avec à la fois le développement des capacités américaines dans le domaine des hydrocarbures et le désengagement progressif des Etats-Unis du Moyen Orient (lié à une « fatigue » de l'opinion publique américaine face aux interventions militaires répétées et sans succès dans la région), la relation bilatérale a perdu de son importance pour les deux parties.

Cela ne signifie pas que les entreprises américaines se désintéressent de ce marché — porteur et solvable — ni que les Saoudiens renoncent à la pro-

tection américaine qui leur paraît toujours indispensable face à l'Iran ; mais l'engagement réciproque n'est plus automatique et l'on assiste à une autonomisation des comportements des deux pays l'un envers l'autre.

Cette distanciation s'est accélérée avec l'arrivée au pouvoir du président Biden, après une véritable « lune de miel » entre le prince héritier saoudien Mohamed ben Salman et l'administration Trump. Le nouveau locataire de la Maison Blanche a en effet, dès sa prise de fonction, fait des déclarations sans ambiguïté sur son souhait de réexaminer la relation avec l'Arabie saoudite, qualifiée même d'Etat « paria ». Ses critiques — partagées par les Démocrates et la CIA — portent tant sur la question des droits de l'homme (avec notamment l'affaire Khashoggi) que sur la guerre au Yémen, où le président des Etats-Unis a diminué le soutien militaire américain à l'Arabie. A cela s'ajoute la volonté

de Biden de rétablir l'accord nucléaire avec l'Iran (en rupture avec la politique de « pression maximale » sur Téhéran du président Trump), ainsi que son refus de traiter directement avec MBS.

Face à cette nouvelle donne, les autorités de Riyad ont d'abord fait des gestes pour montrer leur bonne volonté : libération d'un certain nombre de prisonniers politiques, proposition de paix au Yémen, réconciliation avec le Qatar etc... Cela a quelque peu détendu l'atmosphère — permettant par exemple la signature en novembre dernier d'un contrat de 650 millions de dollars pour la livraison de missiles — mais les Saoudiens ont eu le sentiment que leurs gestes n'étaient pas suffisamment reconnus et ne levaient apparemment pas les réserves de l'administration Biden envers le prince héritier saoudien (refus du président américain de recevoir MBS à Glasgow lors du G20).



C'est dans ce contexte dégradé que la guerre en Ukraine a tendu les relations bilatérales. En effet, les Américains ont souhaité embrigader les Saoudiens dans leur politique de sanctions à l'égard de la Russie et ont demandé à Riyad d'accroître sa production pétrolière pour alléger la pression sur les prix du brut. L'Arabie n'a pas obtempéré et, si elle s'est associée à la condamnation par l'Assemblée Générale des Nations Unies de l'agression russe, elle n'a pas pour autant renoncé à sa coopération pétrolière avec Moscou dans le cadre de l'OPEP+. En effet cet accord est jugé essentiel à Riyad pour réguler le marché mondial du brut et les Saoudiens prennent par ailleurs en compte le fait que leurs principaux clients se trouvent de plus en plus en Asie, en Chine notamment.

Le royaume n'entend pas pour autant changer d'alliance et se ranger derrière l'axe Moscou-Pékin dont il se méfie en réalité — alors que sa préoccupation essentielle demeure l'ambition hégémonique iranienne au Moyen Orient. Mais il souhaite diversifier ses partenaires et affirmer son autonomie envers Washington.

En fait, les Saoudiens gardent encore pour modèle le monde occidental, mais ils prennent de plus en plus en compte leurs propres intérêts dans le nouvel « ordre international » fragmenté, où Washington a renoncé à être le « gendarme du monde ». Il s'agit donc d'établir avec les Etats-Unis une relation plus équilibrée, dans une perspective de « donnant-donnant ». Cela offre naturellement des opportunités nouvelles aux Européens, et à nous Français en particulier.

Une anecdote illustre l'atmosphère qui règne désormais entre Washington et Riyad : la presse américaine a très mal pris un sketch à la télévision saoudienne comparant le président Biden à Mickey... et a traité le royaume de mauvais allié. Cela a conduit le prince Turki al Faisal — porte parole officieux des autorités saoudiennes — à conseiller publiquement aux Américains de garder leur sens de l'humour et d'arrêter de caricaturer en permanence les Saoudiens et les Musulmans.

Ces frictions ne doivent cependant pas être considérées comme une crise majeure dans les relations américano-saoudiennes, car les intérêts stratégiques communs (lutte contre le terrorisme, « containment » de l'Iran, stabilité du marché pétrolier), une coopération économique très importante et des relations humaines profondes tempéreront encore longtemps le délitement progressif du pacte de Quincy ●

REGARD D'EXPERT

Tout se passe comme si Poutine cherchait la guerre

Contribution à l'ouvrage collectif *Goodbye, Poutine ! Union Européenne – Russie – Ukraine*
Publié par Magna Europa en juin 2014

Par Noëlle Lenoir



Noëlle LENOIR est spécialisée en droit de la conformité, droit public, droit de la protection des données personnelles, régulation et concurrence, au niveau national, européen et international.

Ministre des Affaires Européennes de 2002 à 2004 elle a aussi été la première femme et plus jeune membre jamais nommée au Conseil Constitutionnel (1991-2001). Noëlle Lenoir est également membre de l'Académie française des Technologies et vice-présidente de la Chambre de Commerce Internationale (section française). Elle est, depuis mai 2017, l'un des trois membres du panel d'experts indépendants chargé de suivre les politiques et procédures de compliance chez Airbus.

Cette contribution de Noëlle Lenoir est publiée dans l'ouvrage collectif Goodbye Poutine ! Union européenne – Russie – Ukraine. Une analyse qui brille par son actualité 8 ans après son écriture et rappelle les ambitions de Poutine et la technique des dirigeants russes qui ont toujours été les mêmes.

Célébré voici quelques mois comme l'homme le plus puissant du monde en 2013 par le Magazine Forbes qui l'a ainsi félicité d'avoir enfumé les Occidentaux en dissuadant le Président américain, Barack Obama, d'éviter le bain de sang dont la Syrie est pourtant quotidiennement le théâtre, Vladimir Poutine couronne – provisoirement – sa gloire en annexant la Crimée, soit une partie d'un Etat souverain.

On sent les relents de la « Grande Russie » qu'Ivan le Terrible (lisez l'ouvrage d'Henri Troyat sur la grande histoire des Tsars de Russie) avait, au 16ème siècle, illustrée de ses conquêtes militaires... en terrorisant son peuple d'abord et ensuite la planète. Ici, il s'agit de reconstituer l'Em-

pire soviétique dont la fin, avec la chute du Mur de Berlin et la libération des peuples des satellites du Kremlin, a été qualifiée par le Président russe de « plus grande catastrophe du 20ème siècle ». Son agenda est clair, car Poutine ne s'arrêtera pas là. Il ira jusqu'où on l'arrêtera, mais ne le fera pas lui-même. La griserie des conquêtes militaires est ainsi faite : annexion de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie en Géorgie en 2008 avec la promesse faite aux Européens de retirer des troupes russes... qui s'y trouvent encore ; annexion de la Crimée en 2014 à « l'appel » du peuple de Crimée qui doit être défendu contre les nazis... (sic !), alors que les Ukrainiens voulaient simplement se débarrasser de la marionnette de Moscou en la personne de Ianoukovitch dont la résidence d'un goût aussi vulgaire que fastueux est la risée de la presse internationale.

A chaque fois, la ficelle est un peu plus grosse, mais il teste l'apathie des Occidentaux. Il s'appuie aussi sur un réseau d'intérêts économiques à l'Ouest, à commencer par l'Allemagne, qui à l'évidence est allé beaucoup trop loin dans la dépendance vis-à-vis de la Russie.

Quelle sera la prochaine étape : l'Est de l'Ukraine ? La Moldavie ? Les Etats Baltes maintenant partie intégrante de l'Union européenne et Etats-membres modèles pour la façon dont ils ont surmonté la crise économique ? Cacher à l'opinion publique ce que signifie la folie de l'invasion de la Crimée, serait irresponsable. C'est une déclaration d'hostilités adressée aux Occidentaux, et notamment les Européens foncièrement méprisés pour leur faiblesse congénitale liée à l'absence d'une défense militaire intégrée et organisée. Et d'ailleurs l'histoire du 20ème siècle ne peut malheureusement pas lui donner totalement tort à cet égard.

Quant à la technique des dirigeants russes de répondre systématiquement aux questions qui leur sont posées en bottant en touche sur des sujets qui n'ont rien à voir, il faut la démasquer. C'est une vieille technique des régimes autoritaires qui remonte aux temps les plus sombres. Je me souviens ainsi en 2008 d'avoir été invitée sur un plateau de télévision pour un débat sur l'invasion russe en Géorgie, alors que mon interlocuteur diplomate russe m'opposait la Révolution de 1789 qui a fini dans la Terreur... (Sic !). Plus récemment en 2013, à mon interpellation à la télévision sur l'annexion programmée de la Crimée et l'image déplorable en termes de respect des droits de l'homme que renvoie son gouvernement, un autre diplomate russe me lance que « les Pays-Bas sont pires puisqu'ils pratiquent l'euthanasie des enfants... » (Sic !) Mes notions de russe sont hélas trop rudimentaires, mais combien j'aurais aimé pouvoir répondre en traduisant dans le texte l'expression : prendre les gens pour des idiots...

Dernier point : les soldats russes seraient venus au secours des Ukrainiens menacés par le retour des nazis ! Devons-nous comprendre que la prochaine conquête militaire du Président russe sera la Grèce où effectivement un parti – Aube Dorée – qui a pas mal infiltré l'appareil policier et judiciaire semble-t-il, s'intitule officiellement néo-nazi ? ●



REGARD D'EXPERT

« Les conséquences de la crise Ukrainienne sur les économies Africaines » (2/2)

Entretien avec Benoît Chervelier



Benoît Chervelier enseigne à Sciences Po Paris et à l'ESSEC (financement des économies africaines, et gestion des affaires en Afrique). Il est banquier d'affaires, fondateur et Président de one2five advisory, conseille les entreprises et les États sur leurs opérations en Afrique. Benoît Chervelier travaille depuis une vingtaine d'années avec le continent africain. Il est notamment passé par le Trésor français, la Banque africaine de développement et la Banque Rothschild&Co.

blés pour célébrer une forme de nouvel élan de la coopération Europe/Afrique, et la semaine d'après, il y a un vote de près de la moitié des pays africains qui ressemble à un coup poignard dans le dos. Il faut rappeler qu'un partenariat n'est viable que s'il existe dans les deux sens.

Macky Sall, président en exercice de l'UA, a appelé le FMI à aider l'Afrique à faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine en réallouant les DTS des pays riches. Est-ce que cette réallocation peut être une solution efficace pour faire face à cette nouvelle crise ?

Tout d'abord, le sujet des DTS n'est pas nouveau, il a été initié par le président Emmanuel Macron lors du sommet sur le financement des économies africaines de mai 2021, Macky Sall, en proposant cette idée, se met dans les pas de son prédécesseur, Felix Tshisekedi, qui était le président de l'Union Africaine à ce moment-là.

Ensuite, le FMI avait estimé à 285 milliards les besoins du continent pour faire face aux conséquences de la pandémie, ces besoins sont plus que jamais d'actualité, ils sont d'ailleurs désormais supérieurs du fait de la crise ukrainienne. Le sommet de 2021 avait évoqué un objectif d'allocation de 100 milliards de dollars, étant entendu que les pays africains sur la base de leur quote-part existante ont reçu en août 2021, suite à l'approbation du conseil d'administration du FMI, 33 milliards de dollars.

Dans le précédent numéro de notre Newsletter du vendredi 22 avril, Benoît Chervelier évoque les risques pour les économies africaines de la dépendance aux matières premières agricoles importées de Russie et d'Ukraine et dresse les volets essentiels pour parvenir à la diversification des chaînes d'approvisionnement pour les pays d'Afrique.

Comment expliquer l'abstention massive des États africains lors du vote de la résolution de l'ONU condamnant l'intervention Russe en Ukraine ?

Tout a été dit sur le sujet, notamment sur l'origine de ce vote expliquée par la tradition de non-alignement de beaucoup de pays africains d'une part, et d'autre part, par le lien économique et politique de certains pays avec la Russie. Si on regarde les choses de manière clinique, ce vote est une mauvaise surprise pour l'Europe, car la semaine précédant celui-ci, les pays européens et africains s'étaient rassem-

La question du transfert de DTS renvoie à une réallocation, un fléchage de ressources non utilisées de pays riches vers les pays à bas revenus. Il y a une multitude d'obstacles juridiques à cela, car c'est un sujet extrêmement technique.

Pour le dire simplement, on ne peut pas transférer une dette perpétuelle d'un État à un autre État ; effectuer un don est une chose, prendre une dette perpétuelle en est une autre. Si les pays riches donnaient une partie de leurs allocations aux pays africains, en réalité il la donnerait de manière éternelle, or cela est inimaginable et impossible dans les textes. Cela étant dit, les services du FMI ont travaillé pour trouver des mécanismes de prêt permettant de se rapprocher de ces 100 milliards de dollars destinés au continent africain. On n'y est cependant pas encore, il y a un certain nombre d'obstacles. La France est d'ailleurs un des pays du G7 avec les États-Unis à être en faveur de cette solution, d'autres sont plus réticents. L'Allemagne invoque notamment des obstacles de nature constitutionnelle. En tout état de cause, le FMI à travers certains mécanismes va permettre l'augmentation des ressources disponibles. Cela étant dit, ces dernières ne seront pas suffisantes par rapport aux 285 milliards mentionnés, et encore moins par rapport aux besoins supplémentaires nés de la crise ukrainienne.

Ces ressources sont indispensables, quelles solutions préconiseriez-vous pour les accroître ?

Il y a beaucoup à dire sur le sujet. Le continent va être confronté à une multitude de défis. D'une part, plusieurs signaux ont révélé avant le conflit ukrainien et même avant la pandémie une diminution des flux financiers vers le continent. Lors du dernier sommet à Dakar fin 2021 entre la Chine et l'Afrique, les Chinois ont clairement affirmé qu'ils allaient réduire la voilure. D'autre part, les flux en matière d'investissements directs étrangers (IDE) connaissent des trajectoires variables : à la baisse pour le Japon et le Brésil depuis 2015 ; à la hausse pour la Turquie. Le conflit ukrainien, dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences, va entraîner une hausse très significative des dépenses militaires pour les pays de l'OCDE, une forte mobilisation de ressources pour reconstruire l'Ukraine le moment venu ainsi qu'une nécessité de renforcer les différents pans de souveraineté de tous les États. La combinaison de ces éléments ne laissera pas beaucoup de place pour des financements additionnels vers les pays tiers et notamment vers le continent africain. Il va donc y avoir un moment de vérité pour les pays et les gouvernements : il va être plus que jamais nécessaire que les pays africains se financent par eux-mêmes, c'est-à-dire par une hausse de l'endettement domestique. Qu'ils effectuent un choix avisé de leurs partenaires commerciaux et des contrats qui les lient et bien sûr qu'ils adoptent des mesures politiques courageuses. Les financements institutionnels africains devront aller en priorité vers les économies et les entreprises africaines, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui et cela pourrait se faire de manière

juridiquement plus contraignante ; les pays devront très sensiblement élargir leurs assiettes fiscales – et donc écarter certaines rentes, exemptions et autres subventions, en contrepartie d'une baisse importante des taux permettant de mieux inclure le secteur informel ; mettre en œuvre le partage d'informations fiscales, moins de dix pays l'ont fait ou sont sur le point de le faire à la date d'aujourd'hui, ce qui est l'une des raisons principales du retrait des grandes banques de la place du continent africain ces trois/quatre dernières années. L'argent est donc là, le potentiel incontestable, mais il appartiendra à chaque pays de définir son chemin.

Dernière question, plus personnelle, votre carrière est très orientée vers l'Afrique depuis de nombreuses années. D'où vous vient cet intérêt pour le continent africain ?

C'est une question plus intime en effet. Il y a deux éléments comme souvent qui expliquent un parcours, le subliminal et le réel. L'élément subliminal est que ma mère, mon grand-père, mon arrière-grand-père et mon arrière-arrière grand-père sont nés en Afrique du Nord. J'ai donc été bercé tout petit par des histoires familiales, des anecdotes, des cartes. Il y avait au profond de moi-même, une envie un jour de passer de l'autre côté de la Méditerranée. Et l'un de mes fils y est né. Le deuxième élément est que je suis d'une génération de diplômés qui, à la fin des années 90, n'allait pas étudier en Afrique. Le continent connaissait un certain nombre d'affres, de la guerre au Rwanda aux guerres civiles et aux enfants soldats. Le narratif n'était pas bon. En mai 2000, *The Economist* dans sa première page, avait même qualifié l'Afrique de « hopless continent », le continent sans espoir. Par ailleurs, à ce moment tous les regards se tournaient vers les nations émergentes asiatiques et vers l'Europe de l'Est, après la fin de la guerre froide. Je ne

suis pas allé en Afrique, mais cette dichotomie m'a interpellé car un continent aussi riche et diversifié ne pouvait être ainsi caricaturé.

J'ai donc voulu très tôt y aller, et me mettre sur des sujets professionnels en lien avec le continent au tournant du millénaire. Cela ne m'a jamais quitté depuis. J'y ai ainsi vécu quelques années lorsque j'ai travaillé à la Banque africaine de développement et je me suis rendu au total dans 40 pays sur 54. Au-delà de cet intérêt professionnel, il y a aussi une forme de conscience historique. Quand on parle de lien et de destins communs, c'est quelque chose que je partage entièrement. La Chine, l'Inde, les États-Unis peuvent avoir des intérêts commerciaux évident vis-à-vis du continent, l'Europe a non seulement des intérêts stratégiques, mais aussi une frontière pour ainsi dire commune, qui montre que le succès ou l'échec des deux continents sont étroitement corrélés. Nous avons une histoire et un avenir en commun incontestable ●

« L'Europe a non seulement des intérêts stratégiques, mais aussi une frontière pour ainsi dire commune, qui montre que le succès ou l'échec des deux continents sont étroitement corrélés. Nous avons une histoire et un avenir en commun incontestable. »



REGARD D'EXPERT

Emmanuel Macron réélu : quelle dynamique pour l'exécutif dans un paysage sociologique et numérique marqué par le dépit

Par **Guillaume Alévêque**



Diplômé du Master 2 de communication politique et sociale de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne après une classe préparatoire littéraire, Guillaume Alévêque a débuté sa carrière en conseillant des élus sur leur communication personnelle et institutionnelle. Il a été successivement responsable de la communication d'une mairie d'arrondissement puis chef de cabinet d'un adjoint à la Mairie de Paris. Passionné par les sujets d'opinion, d'influence et de communication de crise, Guillaume rejoint Antidox en 2020 comme consultant senior, avant de devenir directeur conseil en 2021.

D'après le sondage « jour du vote » réalisé par l'institut Elabe, Emmanuel Macron a obtenu 59% des voix des 18-24 ans et 75% chez les 65 ans et plus, alors qu'il est au coude-à-coude avec Marine Le Pen dans les classes d'âge actives, entre 25 et 64 ans. L'illustration claire d'un sujet fort dans le rapport au travail et au pouvoir d'achat chez les Français. Plus révélateur encore : les Français indiquant finir leur mois « sans se restreindre » financièrement auraient voté Macron aux deux-tiers, alors que ceux qui doivent se restreindre ont porté Marine Le Pen en tête à 59%. Les deux grands blocs sociaux soutenant l'un et l'autre candidats sont donc clairs et illustrent une division de notre pays, largement commentée.

Mais cette situation de clarté sociologique et politique donne aussi une logique à cette élection, la rend au fond pertinente, et bat en brèche les commentaires crépusculaires sur l'inutilité du combat électoral de cette année, sur son désintérêt et sur l'absence de mobilisation des Français.

La participation a certes atteint un niveau faible pour une présidentielle – 72% pour ce second tour, elle reste néanmoins significative et comparable aux principales élections des pays les plus proches (67% pour les législatives britanniques en 2019, 66% pour l'élection américaine de 2020 ou 76% aux élections fédérales allemandes de 2021). Par ailleurs, le nombre de voix exprimées (bulletins portés sur l'un des deux candidats en ôtant les abstentions, les votes blancs et nuls) lors de ce second tour a même été plus élevé qu'il y a cinq ans, malgré les discours sur le sujet : 32,1 millions contre 31,4 millions en mai 2017.

L'enthousiasme a toutefois clairement été moins présent qu'il y a cinq ans et a conduit à la réélection d'un Président dont le mandat a été marqué par des crises sociales majeures comme celle des Gilets Jaunes. Sur les réseaux sociaux, cette victoire de « dépit » marquée largement par une mobilisation « froide » d'électeurs de gauche et de centre-droit pour battre Marine Le Pen apparaît donc clairement.

En réponse à la réélection d'Emmanuel Macron, les principaux termes associés dans la discussion digitale sont logiquement son opposante (« Marine »), des sujets de campagne majeurs comme les retraites ou la santé, mais aussi des thèmes de division de la société française. C'est le cas du « pass » (sanitaire), très décrié des opposants du Président réélu, qui ont largement rappelé son existence pour se désoler des résultats, du terme « conseil », rappelant « McKinsey » et le débat provoqué par la sollicitation de ce cabinet par le gouvernement, ou les « médias », perçus par beaucoup comme ayant favorisé ce duel de second tour puis la victoire de l'actuel locataire de l'Élysée.

La victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle obéit à une forme de mécanique politique : elle est permise par la reconstitution, réduite, d'un front républicain et par une gestion perçue comme honorable des crises sanitaire et ukrainienne. Les dynamiques sociologiques à l'origine des scores de ce second tour sont également largement perceptibles.



Graphique : mots associés dans l'espace digital français à l'expression « Macron réélu », entre le dimanche 24 au soir et le lundi 25 avril

Quelle que soit la vérité derrière ces termes, la réélection d'Emmanuel Macron laisse donc apparaître sur les réseaux sociaux une large vague de dépit, mais aussi une forme de mobilisation. Politique d'abord, avec une place très importante donnée aux « législatives », citées dès les premières minutes après le résultat par les principaux opposants. Sociale et populaire ensuite, avec l'apparition éloquent d'un « déjà », qui s'il est l'expression logique d'un rappel de la première victoire d'Emmanuel Macron en 2017, exprime aussi sans doute ce dépit, cette déception (sentiment dominant partagé par un chiffre important de 20% des Français selon Ipsos) « déjà » et dès à présent ressentie par de nombreux opposants, mais aussi bien sûr par certains des électeurs ayant surtout fait barrage à Marine Le Pen. Le poids des deux candidats les plus puissants en ligne durant le premier tour –

Jean-Luc Mélenchon et Eric Zemmour, qui ont à la fois obtenu le plus de vues pour leurs contenus et ont réuni le plus de militants numériques – mais absents du second, est assurément une autre cause de cette grisaille dans la réaction digitale à cette réélection.

S'il convient donc de nuancer largement l'indifférence des Français pour cette élection, l'analyse des réseaux sociaux ce dimanche 24 avril au soir et dans les jours qui ont suivi confirme un sentiment sous-jacent chez beaucoup d'observateurs de cette élection. Emmanuel Macron est largement réélu, et est à ce titre parfaitement légitime, avec une part non-négligeable (la moitié environ selon Elabe) de vote d'adhésion, mais cette victoire inspire logiquement des inquiétudes et sentiments

négatifs très forts de la part d'opposants de gauche comme de droite.

La victoire politique s'avère donc plus claire que prévu par les derniers sondages, mais les défis sociaux semblent bien plus forts que lors de la première élection d'Emmanuel Macron en 2017. C'est un sentiment partagé dans le champ politique, que l'expression publique sur les réseaux sociaux confirme : 2022 a fait la preuve qu'une élection peut mobiliser et être considérée comme importante sans inspirer de sentiments d'enthousiasme, et qu'une victoire peut être parfaitement légitime sans empêcher l'infusion dans l'opinion d'un vague mais prégnant sentiment de dépit ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.